

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 15 JANVIER 1924.

Projet de loi

modifiant la législation relative à la taxe de transmission.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La taxe de transmission a été rapidement adaptée aux usages et aux traditions des divers milieux où se développe et se manifeste notre activité industrielle et commerciale. A l'heure actuelle, il peut être affirmé que, de façon générale, la perception de cet impôt considérable ne soulève plus guère de difficultés d'ordre pratique. Cela est dû en majeure partie au concours éclairé que le commerce et l'industrie, par l'entremise de leurs organismes représentatifs, n'ont cessé de prêter à l'administration avec un désintéressement patriotique auquel il convient de rendre hommage.

Mais l'expérience a fait apparaître, dans la conception et dans la rédaction de certaines dispositions de la loi du 28 août 1921 créant la taxe de transmission, des imperfections et des imprécisions qu'il importe de corriger sans délai par la voie législative. L'article 9 de la loi du 16 juillet 1922 a rectifié quelques unes de ces inévitables imperfections et le présent projet n'a d'autre but que de compléter la tâche ainsi commencée.

Les dispositions du projet de loi concernent :

- 1° la base de la perception à l'importation ;
- 2° les exportations ;
- 3° le commerce des farines ;
- 4° les achats par l'État, les provinces, les communes et les établissements publics ;
- 5° l'application des exemptions qui sont basées sur le montant du prix d'achat ;
- 6° la transmission des produits agricoles ;
- 7° la vente au détail ;
- 8° le commerce des charbons ;
- 9° l'importation de matières et produits destinés à être réexportés après avoir subi une main-d'œuvre en Belgique.

I. *Base de la perception à l'importation.*

Il est désirable pour la facilité des agents de la douane d'adopter, comme minimum de base de la perception de la taxe à l'importation, la valeur déclarée pour la liquidation des droits d'entrée *ad valorem*, augmentée des dits droits.

A cette fin, l'article 45 (1) de la loi du 28 août 1921 serait complété par l'alinéa suivant :

« En aucun cas, la somme servant de base à la perception de la taxe n'est » inférieure à la valeur déclarée pour la liquidation des droits d'entrée *ad valorem*, » augmentée des dits droits. »

Le § 1^{er} du projet de loi laisse entière l'obligation pour l'importateur de compléter à due concurrence la perception faite à l'intervention de la douane et reconnue insuffisante (arrêté royal du 28 octobre 1921, art. 4, 3° et 4° alinéas) (2).

II. — *Des exportations.*

Aux termes de l'article 42 de la loi du 28 août 1921, la vente de marchandises est soumise à la taxe de transmission lorsque la livraison est effectuée en Belgique.

Les derniers mots de cette disposition posent implicitement le principe de l'exonération pour les exportations.

A l'article 49 de la même loi, l'exemption dont il s'agit est, au surplus, proclamée dans les termes suivants :

« Art. 49. — Sont affranchies de la taxe, les transmissions :

.

- » 2° Aux fins de livraison à l'étranger ou dans la colonie, soit directement,
- » soit à l'intervention de courtiers ou mandataires ;
- » 3° En suite de ventes consenties à des exportateurs agissant en qualité de
- » commissionnaires et en vue de l'exportation.

(1) Art. 45. — Si les objets soumis à la taxe sont importés de la Colonie ou de l'étranger, les frais d'emballage, de transport, d'assurance, de commission et tous autres accessoires, de même que les droits d'entrée sont ajoutés au prix d'achat.

(2) Art. 4 de l'arrêté royal du 28 octobre 1921. — Pour les importations, les timbres adhésifs sont apposés sur un document qui mentionne la base de la taxe à percevoir et qui doit être remis au destinataire des objets importés.

Ils sont apposés par la personne qui dépose la déclaration de mise en consommation et ils sont annulés par le receveur des douanes.

En cas d'insuffisance du droit ainsi payé, le destinataire des objets importés a pour obligation de faire compléter la perception par le visa pour valoir timbre ou par le timbrage à l'extraordinaire dans le mois de la réception des objets. Il jouit également de la faculté de compléter la perception au moyen de timbres adhésifs sous la double condition de parfaire le paiement et d'en aviser le directeur de l'enregistrement et des domaines de sa résidence dans les huit jours de la réception des objets.

Le destinataire agit de même dans le cas où, pour une cause quelconque indépendante de sa volonté, aucun droit n'a été payé à l'occasion de l'introduction en Belgique d'objets dont l'importation est assujettie à la taxe de transmission. Dans ce cas, le paiement des droits et la notification au directeur de l'enregistrement et des domaines doivent être faits dans les quarante-huit heures de la réception des objets.

- » Les exemptions en vertu du 2^o et du 3^o sont subordonnées à :
- » a) La mention de la cause de l'exemption sur la facture et le cas échéant sur le facturier de sortie;
- » b) La justification de l'exportation par pièces ou documents probants.
- » Le vendeur ou l'intermédiaire est tenu de justifier de l'exportation par des pièces probantes à toute réquisition des préposés du Ministère des Finances, sous peine d'une amende de 500 francs, outre le paiement de la taxe et sans préjudice à l'application de l'article 61 de la présente loi.
- » Cette amende est portée à 5,000 francs si le vendeur ou l'intermédiaire persiste dans son refus après la réception d'un avertissement donné, sous pli recommandé, par le directeur de l'enregistrement et des domaines de son domicile.
- » Si, pour une cause quelconque, le commissionnaire établi en Belgique n'a pas exporté, il est tenu de signaler le fait dans le mois au directeur de l'enregistrement et des domaines dans le ressort duquel il a sa résidence, à peine d'une amende de 100 francs. »

Ces dispositions régissent deux situations différentes. Elles visent en premier lieu les ventes qui comportent entre parties la livraison à l'étranger et en second lieu celles qui sont consenties à des exportateurs agissant en qualité de commissionnaires et en vue de l'exportation.

Dans les deux situations, le vendeur doit connaître la cause de l'exemption et la mentionner sur sa facture ainsi que sur son facturier de sortie. Il doit aussi être à même de justifier de l'exportation par des documents probants à toute réquisition des préposés du Ministère des Finances.

En maintes circonstances, ces mesures préventives contre la fraude ne s'adaptent pas bien aux usages commerciaux et elles font peser sur le vendeur une responsabilité qui ne devrait pas être la sienne et dont il ne peut se dégager que par l'application de la taxe à des opérations constituant de véritables exportations, ce qui est regrettable.

Dans le cas prévu au numéro 2 de l'article 49 de la loi du 28 août 1921, le facteur décisif de l'exigibilité de la taxe c'est la situation du lieu où se consomme la livraison. Si cette livraison est un fait acquis sur notre territoire, la taxe est exigible; si elle est consommée à l'étranger, la taxe n'est pas due. Il faut donc que le vendeur participe à l'envoi à l'étranger et qu'il ait ainsi la certitude que la livraison n'a pas été réalisée dans le Royaume pour les besoins du commerce à l'intérieur.

Cette certitude, il ne l'a pas, d'une manière absolue tout au moins, quand une marchandise destinée à être exportée par ses soins fait, avant ou lors de l'expédition, l'objet d'une vérification ou d'une agréation en Belgique.

Il ne l'a pas non plus lorsqu'au lieu d'assurer par lui-même, à ses frais ou aux frais de l'acheteur, le transport de la marchandise au delà de nos frontières, il se borne à préparer l'envoi à l'étranger par la livraison à bord d'un navire, sur quai d'embarquement ou en gare frontière.

Elle lui échappe complètement chaque fois qu'il est tenu d'adresser la marchandise à un commissionnaire-expéditeur auquel l'acheteur se réserve de donner lui-même ses instructions pour ne pas dévoiler à ses fournisseurs la personnalité de ses correspondants à l'étranger.

Dans le cas visé au 5° de l'article 49 de la loi du 28 août 1921, soit dans le cas où la vente est consentie à un exportateur agissant en qualité de commissionnaire et en vue de l'exportation, la position du vendeur vis-à-vis du fisc est encore plus délicate. Sans doute, le commissionnaire doit indiquer au vendeur la cause de l'exemption et, s'il renonce ultérieurement à l'idée d'exporter, il a pour obligation d'en aviser, dans le mois, le directeur de l'enregistrement et des domaines de sa résidence. Mais s'il transgresse la loi, s'il renseigne mal le vendeur, l'administration peut être amenée à rechercher celui-ci et à l'impliquer dans les poursuites en recouvrement des droits fraudés.

Par un texte mieux approprié aux réalités, l'incertitude dont il s'agit doit disparaître au point de vue fiscal dans le chef du vendeur, sauf à s'entourer de garanties supplémentaires vis-à-vis de l'acheteur et de ses mandataires.

Le texte proposé tend donc principalement à résoudre dans un sens large les difficultés d'ordre pratique que l'application de la loi a révélées sur le terrain des exportations. Il précise la portée de la législation actuelle; il en respecte les grandes lignes tout en tenant compte des nécessités commerciales et du caractère réel des opérations. Il dégage la responsabilité du vendeur, en la délimitant, et il prévoit, en compensation, des garanties nouvelles pour le contrôle du fait matériel de l'exportation.

Accessoirement, le même texte assure à l'exportation une extension d'immunité qui est dans les vœux du commerce et de l'industrie et qui se recommande de l'intérêt général bien entendu.

Les dispositions légales en vigueur refusent implicitement l'immunité dans l'hypothèse où l'acheteur prend personnellement possession en Belgique de marchandises acquises pour l'exportation. Généralement, ces dispositions sont en harmonie avec les coutumes commerciales, l'intérêt de l'exportateur étant d'économiser les frais supplémentaires de transport et de manutention que lui occasionnerait l'emmagasiner avant l'envoi à l'étranger.

Mais il arrive parfois que cette prise de possession est jugée nécessaire pour opérer un groupage, un classement ou une vérification de la marchandise ou pour modifier l'emballage ou le conditionnement de celle-ci et le mettre en rapport avec les exigences d'un transport lointain.

Lorsque la destination de la marchandise a été fixée dès l'achat, il est regrettable que le bénéfice de l'exemption soit enlevé par des mesures qu'impose l'exportation elle-même.

Il a paru qu'il pouvait être porté remède à cet état de choses en prenant les garanties qu'exige la situation.

Il a paru également désirable d'assurer le bénéfice de l'exonération aux transmissions consenties en vue de l'exportation, à des fabricants nantis d'une commande pour l'étranger et acquérant des produits finis pour les unir à leurs propres produits par voie d'assemblage ou de montage avec conservation du caractère spécifique.

En ce dernier cas, l'existence de la commande, le caractère des produits et leur destination sont autant de conditions indispensables dont la portée ne prête pas à controverse.

La conservation du caractère spécifique des produits finis destinés à l'assem-

blage ou au montage constitue une condition de l'exonération de la taxe aussi essentielle que les précédentes, mais, lorsque ces dernières se trouvent réunies et dûment établies, elle apparaît comme autorisant une interprétation plus large et une application plus tolérante. Il ne faut pas perdre de vue, en effet, qu'il est dans l'économie de la loi de favoriser l'exportation sous toutes ses formes dès que les abus ne sont pas à craindre.

Dans la pensée du Gouvernement, restera passible de la taxe l'achat des matières premières que le fabricant se procure pour l'exécution de la partie de la commande qu'il s'est réservée.

Par contre l'exonération se trouvera acquise à la fourniture de produits finis qui ne subissent, dans les mains de l'exportateur, qu'un travail accessoire de placement ou de montage pour remplir la fonction en vue de laquelle ils ont été commandés.

Ainsi, pour les fers profilés, les seules opérations admissibles seraient la mise à longueur et le perçage, tout travail plus étendu, comme le forgeage et le pliage, entraînant la perte du caractère spécifique.

De même, pour les arbres de machines et les bandages, le caractère spécifique ne serait pas enlevé par un tournage enlevant la matière en excès et remettant le diamètre à la dimension requise pour le montage sur machine ou sur wagon.

Pourraient encore être achetés en exemption de la taxe : les moteurs électriques destinés à être montés sur appareil de levage ; les garnitures de voiture — tels les glaces et les appareils de chauffage — destinées à être montées et ajustées.

Il n'échappera pas, comme il est dit plus haut, que les nouvelles dispositions assurent l'immunité aux envois d'objets qui, pour des raisons d'ordre pratique, sont adressés au fournisseur principal pour accompagner l'expédition de ce dernier et permettre de pourvoir tous les colis d'une marque uniforme.

III. -- Commerce des farines.

Aux termes de l'article 49 de la loi du 28 août 1924, « sont affranchies de la »
» taxe les transmissions :

» 4°) Consistant en vente de pain et vente aux boulangers de la farine destinée »
» à la panification.

» Si la farine est importée directement par les boulangers, l'exonération n'est »
» pas acquise pour le contrat de transmission dont l'importation est censée, »
» jusqu'à preuve du contraire, constituer l'exécution. »

En exemptant de la taxe la vente aux boulangers de la farine destinée à la panification, la disposition qui précède a créé à la meunerie des difficultés d'ordre fiscal que ne connaissent pas les autres branches du commerce. La perception de l'impôt dépend, en effet, de l'utilisation de la marchandise et cette utilisation est assurée après livraison, sans la participation du vendeur. Le boulanger paie ou ne paie pas la taxe sur la facture du moulin suivant qu'il a déclaré, au moment de la commande, acheter pour la revente ou pour la panification. La revente se fait, d'ailleurs, au détail pour les besoins personnels des clients et, comme telle, est pratiquement soustraite à la surveillance des agents de l'administration.

En résumé, la perception de la taxe dépend du bon vouloir du débiteur ; elle

est subordonnée à une intention et cette intention, dans sa réalisation, échappe à tout contrôle efficace.

Mais il est un inconvénient autrement grave qui découle de cette situation.

Les marchands de farine ne peuvent plus lutter avec les boulangers qui, en éludant la taxe de transmission, ont sur eux l'avantage représenté par le taux de l'impôt ou 1 p. c. du prix d'achat. La disparition de ces marchands compromettrait le ravitaillement des populations dans les régions dépourvues de moulins.

Dans ces conditions, il a paru opportun et équitable de percevoir la taxe de transmission à l'importation et à la sortie du moulin pour la farine destinée à la panification et d'en exonérer toutes les mutations postérieures.

IV. — *Achats par l'Etat, les provinces, les communes et les établissements publics.*

L'article 49 de la loi du 28 août 1921 contient la disposition suivante :

« Art. 49. — Sont affranchies de la taxe les transmissions :

.
 » 7°) En exécution de ventes à l'Etat, aux provinces, aux communes et aux
 » établissements publics, pour leurs services ou aux fins de revente à opérer par
 » ceux-ci en vue du ravitaillement de la population. »

En vue de ne pas mettre les particuliers en état d'infériorité au point de vue de la concurrence, il semble équitable de ne pas exonérer de la taxe de transmission les achats que les provinces, les communes et les établissements publics pourraient faire de certaines marchandises aux seules fins de les revendre telles quelles au public.

Dans cet ordre d'idées, la disposition légale précitée pourrait être rédigée comme il suit :

7° En exécution de ventes à l'Etat, aux provinces, aux communes et aux établissements publics pour les besoins de leurs services.

L'exemption n'est pas applicable lorsque les provinces, les communes et les établissements publics achètent des marchandises pour les revendre telles quelles au public.

V. — *De l'application des exemptions qui sont basées sur le montant du prix d'achat.*

Pour toutes les ventes sans distinction, la taxe n'est pas perçue lorsque le prix d'achat n'excède pas 30 francs.

Elle ne l'est pas davantage pour les ventes dont le prix n'excède pas 150 francs, faites directement du producteur aux consommateurs et ayant pour objet les produits de la ferme, de la culture, de l'élevage ou des charbonnages.

Pour prévenir la fraude dans les deux cas, la loi stipule que les opérations intervenues au cours d'une journée entre les mêmes personnes sont considérées comme ayant fait l'objet d'un marché unique.

Dans le même ordre d'idées, il est désirable de déclarer de façon expresse que, si un intermédiaire prétend agir pour compte de plusieurs acheteurs, les exemptions dont il s'agit ne sont applicables que pour autant que le montant global des prix d'achat est inférieur aux minimum en question.

VI. — *De la transmission des produits agricoles.*

En ce qui concerne le commerce intérieur, la vente des produits de la ferme, de la culture et de l'élevage est exonérée de la taxe de transmission :

1° Pour les pommes de terre (loi du 28 août 1921, art. 49, 5°) et pour les œufs (arrêté royal du 28 octobre 1921) de façon absolue ;

2° Pour les denrées alimentaires, lorsqu'elle a lieu publiquement aux enchères ou au rabais dans les halles et marchés (lois 28 août 1921, art. 49, 13° ; 16 juillet 1922, art. 9, § 2, 2° alinéa) ;

3° Pour tous les produits indistinctement :

a) Lorsqu'elle est constatée par un acte authentique passé en Belgique (loi 28 août 1921, art. 49, 1°) ;

b) Lorsqu'elle est consentie à l'État, aux provinces, aux communes et établissements publics, pour leurs services ou aux fins de revente à opérer par ceux-ci en vue du ravitaillement de la population (*ibid.*, art. 49, 7°) ;

c) lorsque le prix d'achat n'excède pas 30 francs pour les opérations d'une même journée et entre les mêmes personnes (*ibid.* art. 49, 8°) ;

d) lorsqu'elle est faite directement du producteur aux consommateurs et que le prix d'achat n'excède pas 150 francs, pour l'ensemble des opérations au cours d'une même journée, entre les mêmes personnes (*ibid.* art. 49, 9°) ;

e) quel qu'en soit le prix d'achat, lorsqu'elle est faite par des marchands détaillants directement aux particuliers, pour leur usage personnel et celui de leur ménage (*ibid.* art. 49, 11°).

Du rapprochement de ces diverses dispositions découle une triple distinction pour les achats que les particuliers, commerçants et non commerçants, font des produits agricoles en dehors des ventes publiques.

Ces achats sont-ils opérés pour la revente, la taxe de transmission leur est toujours applicable, sauf le cas où le prix n'excède pas 30 francs.

Sont-ils, au contraire, réalisés en vue de la consommation par l'acheteur, la taxe ne leur est jamais applicable, quel que soit le montant du prix, quand le vendeur est un boutiquier ou marchand détaillant et elle l'est, pour autant que le prix excède 150 francs, lorsque le vendeur est le producteur.

Si l'affaire se traite à la ferme ou dans une boutique, les renseignements nécessaires à l'établissement de ces distinctions peuvent être recueillis et exigés par le vendeur.

Mais comme il en est autrement sur les foires et marchés, il a paru expédient, pour les ventes qui s'y réalisent, de les exonérer de la taxe de transmission lorsqu'elles ont lieu de gré à gré et au comptant et qu'elles ont pour objet des produits alimentaires autres que le bétail, gros et petit, les céréales, les graines et les semences.

Si le prix n'est pas versé comptant, l'exemption n'a pas sa raison d'être attendu que le vendeur devra nécessairement envoyer par la suite une facture à l'acheteur pour réclamer le paiement de sa créance.

Il ne faut pas que la nouvelle disposition puisse servir de prétexte et de moyen à soustraire à la taxe les ventes qui se font en dehors des foires et marchés. Aussi est-il stipulé que l'exposition et la livraison sur place constituent l'une des con-

ditions de l'exonération. La vente dans les foires et marchés sur la production d'échantillons de la marchandise subirait donc en principe la taxe de transmission.

Le dégrèvement n'est pas étendu ni aux bestiaux ni aux céréales et graines.

Il ne l'est pas pour le bétail parce qu'il constituerait une mesure superfétatoire sous le régime de la perception d'une taxe forfaitaire à l'abatage.

Il ne l'est pas quant aux céréales pour le motif qu'il n'existe pas de bonnes raisons de déroger au droit commun en ce qui concerne le commerce des grains et des graines. Ce dernier commerce s'exerce comme tous les autres et il peut comme ceux-ci profiter des dispositions légales relatives aux commissionnaires et aux ventes en filière. On sait que ces dispositions corrigent heureusement ce que la répétition de la taxe peut avoir d'excessif en certaines circonstances.

Pour le commerce des grains et des graines, il est donc un fait important qui est caractéristique de la situation : à partir du moment où le producteur a cédé sa marchandise, celle-ci circule, exclusivement peut-on dire, dans des milieux où la tenue d'une comptabilité régulière est non seulement une obligation légale mais aussi un fait.

Il en est autrement pour le commerce de bétail. Celui-ci n'est pas pratiqué exclusivement entre commerçants, il l'est aussi entre commerçants et non commerçants et même entre non commerçants. L'éleveur ou le cultivateur doit périodiquement repeupler ses écuries et ses pâtures de sujets qu'il se procure dans les campagnes.

Trop de transactions se consomment entre non commerçants, entre personnes dont l'instruction est rudimentaire ou absente, pour qu'il soit possible à l'administration d'organiser un contrôle réellement efficace et peu coûteux. D'où est née l'idée de percevoir la taxe à l'abatage, à un taux renforcé, et d'exonérer toutes les mutations intercalaires.

L'organisation de la perception et celle du contrôle ne paraissent pas devoir nécessiter un commentaire.

Il est simplement fait remarquer que la taxe de transmission étant perçue à l'abatage pour l'ensemble des ventes intercalaires, les factures relatives à ces dernières ne doivent pas, dans la pensée du Gouvernement, être assujetties au droit de timbre proportionnel de 1 franc par mille établi par la loi du 10 août 1925, si elles ne sont pas délivrées par le commissionnaire à l'achat à son commettant ou par le vendeur à son commissionnaire (art. 2, § 1^{er}).

La supputation des taux est empreinte de modération.

Le taux est de 5 francs par 100 francs pour les taureaux, bœufs, vaches et génisses d'un an et plus et de 2 francs pour les veaux de moins d'un an, les chèvres, les moutons et les porcs.

Le droit commun reprend son empire après l'abatage tant pour la viande que pour les peaux, issues, etc.

Le commerce des chevaux, mulets et ânes est exclu du régime forfaitaire.

Celui-ci n'atteint pas non plus les exportations.

À l'importation, le droit de 1 p. c. continue à être perçu comme actuellement ; il n'est pas absorbé par le taux forfaitaire dont il constitue le complément.

Le traitement spécial dont l'instauration est proposée en faveur des produits de l'agriculture permet, semble-t-il, de ne pas reproduire un amendement qui avait

été déposé, au cours des discussions de la loi du 16 juillet 1922, en vue d'exonérer l'importation d'engrais et de produits destinés à l'alimentation du bétail.

Une disposition en ce sens serait de nature à désavantager la production indigène et elle astreindrait l'administration à des devoirs de surveillance dont le coût serait hors de proportion avec l'intérêt en cause.

VII. — *De la vente au détail.*

Aux termes de l'article 49 de la loi du 28 août 1921, sont affranchies de la taxe les transmissions : « 1° en exécution de ventes, quel qu'en soit le montant, » faites par les boutiquiers et marchands détaillants directement aux particuliers, » pour leur usage personnel et celui de leur ménage ».

Pour dissiper tout doute, il est utile de déclarer que cette exemption est exclusivement applicable au cas où le particulier traite directement avec le vendeur, sans l'intervention d'un commissionnaire à l'achat.

VIII. — *Commerce des charbons.*

Dans le commerce des charbons, les intermédiaires et les marchands prétendent agir tantôt pour leur compte personnel tantôt pour le compte d'autrui sans qu'il soit toujours facile de préciser la situation véritable. D'où des difficultés dont la solution est d'autant plus délicate qu'elle peut influencer le libre jeu de la concurrence.

Pour mettre un terme aux inconvénients de cet état de choses, il paraît opportun d'établir la perception à la source, de supprimer la répétition de la taxe sur un produit de première nécessité et d'atteindre exceptionnellement l'exportation.

Le régime proposé pour les charbons serait étendu au coke, en considérant toutefois ces produits comme entièrement distincts pour la perception de la taxe.

Les exemptions actuellement existantes seraient maintenues.

Par contre, les factures qui ne donneraient pas ouverture à la perception de la taxe de transmission tomberaient sous l'application de la loi du 10 août 1923 et, le cas échéant, seraient assujetties au droit de timbre de 4 p. m.

IX. — *De l'importation de matières et produits destinés à être réexportés après avoir subi une main-d'œuvre en Belgique.*

Il est dans les vœux de l'industrie de voir exonérer de la taxe de transmission l'importation des matières premières et des produits demi-finis qui doivent être réexportés par l'importateur aussitôt après avoir subi une main-d'œuvre en Belgique.

Le Gouvernement estime devoir accueillir ces vœux.

Il serait oiseux d'expliquer cette attitude. Elle se justifie par le besoin d'assurer du travail à nos usines et de favoriser nos exportations.

Déjà la loi du 28 août 1921 était entrée dans cette voie. Elle stipule, en effet : 1° à l'article 50, que « ne tombent pas sous l'application de la taxe :

1° l'importation :

« a)

» c) de marchandises dont la réexportation au propriétaire ou pour son compte
» doit se faire aussitôt après qu'elles ont subi en Belgique une main-d'œuvre qui
» n'altère en rien leur caractère spécifique et qui n'a pas pour but de les incor-
» porer à d'autres objets ;

2° à l'article 57, § 3, que « l'importateur est admis à établir que les marchan-
» dises doivent être réexportées et sont introduites en Belgique à seule fin d'y
» subir, pour compte de l'expéditeur, une main-d'œuvre qui n'altère en rien leur
» caractère spécifique et qui n'a pas pour but de les incorporer à d'autres objets ».

Ultérieurement, la loi du 16 juillet 1922, article 9, § 4, donna de l'extension
aux dispositions de la loi du 28 août 1921 dans les termes suivants : « L'exemp-
» tion établie par les articles 50, 1°, litt. C et 57, § 3, est applicable nonobstant
» la particularité que la main-d'œuvre est fournie par le propriétaire des mar-
» chandises importées. »

Les nouvelles dispositions remplacent celles faisant l'objet du § 3 de l'article 9
du projet qui est devenu la loi du 16 juillet 1922. Elles ont une portée beaucoup
plus étendue, mais elles restent étrangères à l'importation de matières qui doivent
rester définitivement dans le pays.

Sous l'empire de ces dispositions, les exemptions existantes seraient maintenues
et le Gouvernement pourrait, en outre, autoriser l'importation, en franchise de la
taxe de transmission, de matières premières et de produits demi-finis qui doivent
être réexportés par l'importateur aussitôt après avoir subi une main-d'œuvre en
Belgique.

L'exonération nouvelle ne serait pas subordonnée à la conservation du caractère
spécifique de la matière et des produits importés. Elle dépendrait du fait de la
réexportation dans le délai imparti et de la justification de ce fait par les écritures
de fabrication.

Les mesures d'exécution seraient arrêtées par le Gouvernement dans le cadre
tracé par la loi.

Le Premier Ministre,

Ministre des Finances,

G. THEUNIS.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 13 JANUARI 1924.

Ontwerp van wet

tot wijziging der wetgeving betreffende de belasting wegens overdracht.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De belasting wegens overdracht is spoedig aangepast geworden aan de gebruiken en overleveringen der verschillende kringen waar onze handels- en nijverheidswerkkrachten zich ontwikkelen en betuigen. Thans mag men beweren, dat, algemeen gesproken, de heffing van die aanzienlijke belasting zoo goed als geen moeilijkheden van practischen aard meer doet rijzen. Zulks is grootendeels te danken aan de verlichte medewerking, welke handel en nijverheid, door bemiddeling hunner vertegenwoordigende organismen, onafgebroken aan het Beheer verleend hebben met lofwaardige vaderlandslievende onbaatzuchtigheid.

Doch de ervaring heeft, in de opvatting en in de opstelling van sommige bepalingen der wet van 28 Augustus 1921 tot vestiging der belasting wegens overdracht, onvolmaaktheden en onduidelijkheden aan het licht gebracht, welke onverwijld langs wetgevendend weg moeten verbeterd worden. Bij artikel 9 der wet van 16 Juli 1922 werden enkele dier niet te vermijden onvolmaaktheden te recht gebracht en bij het thans overlegde ontwerp wordt niets anders beoogd dan de aldus begonnen taak te volvoeren.

De bepalingen van het wetsontwerp betreffen :

- 1° den grondslag der heffing bij den invoer ;
- 2° de uitvoeren ;
- 3° den meelhandel ;
- 4° de aankopen door den Staat, de provinciën, de gemeenten en de openbare instellingen ;
- 5° de toepassing der op het bedrag van den aankoop prijs gegronde vrijstellingen ;
- 6° de overdracht der landbouwvoortbrengselen ;
- 7° den verkoop in het klein ;
- 8° den handel in steenkolen ;
- 9° den invoer van stoffen en producten, bestemd om wederuitgevoerd te worden na in België eene bewerking te hebben ondergaan.

I. — *Grondslag der heffing bij den invoer.*

Voor het gemak van de agenten der douane is het wenschelijk als minimum van den grondslag van de heffing der taxe bij den invoer de waarde aan te nemen, welke voor de verevening der invoerrechten *ad valorem* wordt aangegeven, vermeerderd met gemelde rechten.

Te dien einde zou artikel 45 (1) der wet van 28 Augustus 1921 met volgend lid worden aangevuld :

« In geen geval is de som, welke aan de heffing der taxe tot grondslag strekt, » beneden de waarde aangegeven voor de verevening der invoerrechten *ad valorem*, en vermeerderd met gezegde rechten. »

§ 1 van het wetsontwerp handhaaft in haar geheel de verplichting voor den invoerder de door tusschenkomst der douane gedane en ontvereikend bevonden heffing tot het verschuldigde bedrag aan te vullen (Koninklijk besluit van 28 October 1921, art. 4, 3^o en 4^o lid (2)).

II. — *Over de uitvoeren.*

Naar luid van artikel 42 der wet van 28 Augustus 1921, is de verkoop van goederen aan de overdrachtstaxe onderworpen, wanneer de levering in België plaats heeft.

De laatste woorden dier bepaling sluiten het beginsel van de vrijstelling voor de uitvoeren in zich.

In artikel 49 derzelfde wet wordt overigens bewuste vrijstelling in volgende bewoordingen uitdrukkelijk gehuldigd :

« Art. 49. — Van de belasting worden vrijgesteld, de overdrachten :

»

(1) Art. 45. — Worden de zaken, die aan de belasting onderhevig zijn, uit de Kolonie of uit het buitenland ingevoerd, dan worden de kosten van verpakking, vervoer, verzekering, commissieloon en alle andere bijkomende kosten, alsmede de invoerrechten gevoegd bij den koopprijs.

(2) Art. 4 van het Koninklijk besluit van 28 October 1921. — Voor den invoer worden de plakzegels aangebracht op een bescheid dat den grondslag van de te heffen taxe vermeldt en dat aan den bestemming der ingevoerde voorwerpen moet overhandigd worden.

Zij worden geplakt door den persoon die de aangifte tot verbruik overlegt en zij worden door den tolontvanger onbruikbaar gemaakt.

In geval van ontoereikendheid van het op die wijze betaalde recht, heeft de bestemming der ingevoerde voorwerpen tot plicht de heffing te doen aanvullen door het visa om te gelden als zegel of door het buitengewoon zegelen binnen de maand van de ontvangst der voorwerpen. Het staat hem insgelijks vrij de heffing aan te vullen door middel van plakzegels op de tweevoudige voorwaarde de betaling aan te vullen en daarvan kennis te geven aan den bestuurder der registratie en domeinen zijner verblijfplaats binnen de acht dagen van de ontvangst der voorwerpen.

Gelijkertijd handelt de bestemming ingeval, wegens eenige van zijnen wil onafhankelijke reden, geen recht werd betaald bij het binnenbrengen in België van voorwerpen waarvan de invoer aan de taxe van overdracht onderworpen is. In dit geval moeten de betaling der rechten en de kennisgeving aan den bestuurder der registratie en domeinen binnen de acht en veertig uren na ontvangst der voorwerpen geschieden.

» 2^o Tot levering in het buitenland of in de kolonie, hetzij rechtstreeks, hetzij
» door tussenkomst van makelaars of lasthebbers;

» 3^o Ten gevolge van verkoop en gedaan aan uitvoerders handelende in
» hoedanigheid van commissionairs en met het oog op den uitvoer.

» De vrijstellingen krachtens nummers 2 en 3 worden afhankelijk gesteld
» van :

» a) De vermelding van de reden der vrijstelling op de factuur en, bij voor-
» komend geval, op het boek voor de uitgaande facturen ;

» b) Het bewijs van den uitvoer door stukken of documenten, die bewijskracht
» hebben.

» De verkooper of de tussenpersoon is gehouden op ieder verzoek der aange-
» stelden van het Ministerie van Financiën, door bewijskrachtige stukken den
» uitvoer te verantwoorden op straf eener boete van 500 frank, benevens de
» betaling der belasting en onverminderd de toepassing van artikel 61 dezer
» wet.

» Deze boete wordt op 5,000 frank gebracht, zoo de verkooper of de tussen-
» persoon blijft weigeren na de ontvangst eener waarschuwing door den
» bestuurder der registratie en domeinen zijner woonplaats onder aangeteeken-
» den omslag gegeven.

» Zoo, om eenigerlei oorzaak, de in België gevestigde commissionair niet heeft
» uitgevoerd, dan is hij gehouden binnen eene maand het feit te melden aan den
» bestuurder der registratie en domeinen in wiens amtskring hij zijne verblijf-
» plaats heeft, op straf eener boete van 100 frank. »

Die bepalingen beheerschen twee verschillende toestanden. Zij beoogen,
vooreerst, de verkoopen, welke onder partijen de levering in het buitenland
besluiten, en, vervolgens die welke gedaan worden aan uitvoerders handelende in
hoedanigheid van commissionairs en met het oog op den uitvoer.

In beide toestanden moet de verkooper de oorzaak der vrijstelling kennen en
ze, zoowel op zijne factuur, als op zijn boek voor uitgaande facturen vermelden.
Hij moet ook in staat zijn op ieder verzoek der aangestelden van het Ministerie
van Financiën door middel van bewijskrachtige stukken den uitvoer te recht-
vaardigen.

In menige omstandigheid laten die maatregelen tot voorbehouding tegen
bedrog zich niet al te wel aanpassen aan de handelsgebruiken en leggen den
verkooper eene verantwoordelijk op, welke op hem niet zou moeten drukken, en
waarvan hij zich enkel kan ontheffen door toepassing der taxe op verrichtingen,
die werkelijk uitvoeren zijn, hetgeen betreurenswaardig is.

In het geval voorzien onder nummer 2 van artikel 49 der wet van
28 Augustus 1921, is de ligging der plaats waar de levering voltrokken wordt de
beslissende factor voor de opvorderbaarheid der taxe. Is die levering een vol-
dongen feit op Belgisch grondgebied, dan is de taxe verschuldigd, eindigt hij
in den vreemde, dan is de taxe niet verschuldigd. Het is dus noodig, dat de
verkooper deelname aan de verzending naar het buitenland en dat hij aldus de
zekerheid hebbe dat de levering niet binnen het Rijk voor de benodigheden van
den handel in 't binnenland geschiedde.

Die zekerheid heeft hij niet, ten minste niet op volkomen wijze, wanneer eene
koopwaar, bestemd om door zijne zorgen te worden uitgevoerd, vóór of bij de

verzending in België het voorwerp van een onderzoek of van eene aanvaarding uitmaakt.

iii Hij heeft die evenmin wanneer, in plaats van zelf op zijne kosten of op kosten van den aankoper, het vervoer tot over de grens te verzekeren hij zich bepaalt het verzenden naar buitenlands gereed te maken door de levering aan boord van een schip, op ladingskaai, of ter grensstatie.

Die zekerheid ontsnapt hem teenemaal telkens hij gehouden is de koopwaar te adresseeren aan eenen commissionair-verzender, aan wien de aankoper zich voorbehoudt zelf zijne onderrichtingen te geven, zulks om de persoonlijkheid zijner correspondenten in den vreemde niet aan zijne leveranciers te verraden.

Maar in het geval bedoeld onder 3^e van artikel 49 der wet van 28 Augustus 1941, dus in het geval dat de verkoop gedaan wordt aan eenen uitvoerder, die als commissionair en met het oog op den uitvoer handelt, is de toestand van den verkooper ten opzichte van den fiscus nog kiescher. Gewis moet de commissionair aan den verkooper de oorzaak der vrijstelling doen kennen en wanneer hij later aan den uitvoer verzaakt, is hij verplicht den bestuurder der registratie en domeinen zijner standplaats, binnen de maand daarvan bericht te geven. Maar gaat hij de wet te buiten, licht hij den verkooper verkeerd in, dan kan het Beheer er wellicht toe geleid worden laatstgemelde op te sporen en hem te betrekken in de vervolgingen ter inning der gesloken rechten.

Door eenen meer naar de werkelijkheid geëigenden tekst, moet, wat den verkooper betreft, bewuste onzekerheid uit fiscaal oogpunt verdwijnen, behoudens bijkomende waarborgen te nemen ten opzichte van den kooper en van zijne lasthebbers.

De voorgestelde tekst beoogt dus voornamelijk het oplossen, in ruimen zin, der moeilijkheden van practischen aard, welke de toepassing der wet op het gebied van uitvoer heeft doen uitschijnen. Hij verduidelijkt de draagwijdte der huidige wetgeving; hij laat hare hoofdtrekken onaangeroerd, al houdt hij rekening met de handelsnoodwendigheden en met het werkelijk karakter der verrichtingen. Hij bepaalt nader de verantwoordelijkheid van den verkooper, door ze te begrenzen; en hij voorziet, ter vergelding daarvoor, nieuwe waarborgen voor het toezicht op den daadwerkelijken uitvoer.

Bovendien verzekert dezelfde tekst terloops aan den uitvoer eene uitbreiding van vrijdom, welke aan de wenschen van handel en nijverheid beantwoordt en door het welbegrepen algemeen belang wordt aanbevolen.

De van kracht zijnde wettelijke bepalingen sluiten in zich de weigering der vrijstelling in de veronderstelling dat voor den uitvoer verworven goederen door den aankoper binnen het Rijk persoonlijk in bezit worden genomen. Doorgaans stemmen die bepalingen met de handelsgebruiken overeen, vermits het in het belang van den uitvoerder is de bijkomende vervoer- en hanteeringskosten uit te sparen, welke de berging voor de verzending naar den vreemde hem mocht berokkenen.

Maar soms gebeurt het, dat die inbezitneming noodig geacht wordt om eene groepeerings, eene rangschikking of een onderzoek der koopwaar te bewerkstelligen of om hare verpakking of hare conditioneering te wijzigen en deze overeen te brengen met de vereischten van een vervoer over verre afstanden.

Wanneer de bestemming eener koopwaar reeds bij den aankoop werd vastgesteld komt te vervallen door maatregelen door den uitvoer zelf geboden.

Het leek, dat die staat van zaken kon verholpen worden met de door den toestand vereischte waarborgen te nemen.

Ook leek het wenschelijk het voordeel der vrijstelling te verzekeren aan de overdrachten die, met het oog op den uitvoer werden gedaan aan fabrikanten, in bezit eener bestelling voor het buitenland en welke afgewerkte producten aankopen om ze, door samenvoeging of opstellingen met behoud van het soortelijk karakter, met hunne eigene producten te vereenigen.

In dit laatste geval zijn het bestaan der bestelling, de aard der producten en dezer bestemming allemaal onontbeerlijke voorwaarden over welker draagwijdte niet te twisten valt.

Het behoud van het soortelijk karakter der afgewerkte voor samenvoeging of opstelling bestemde producten is voor het vrijstellen van de taxe eene even hoofdzakelijke voorwaarde als de vorige, maar wanneer deze vereenigd en behoorlijk bewezen zijn, doet zij zich voor als eene ruimere opvatting en eene verdraagzamer toepassing. Men verlieze inderdaad niet uit het oog dat het in het gehalte der wet ligt den uitvoer onder alle vormen te bevoordeelen zoodra geen misbruik te vreezen valt.

Blijft aan de taxe onderworpen, volgens de bedoeling der Regeering, de aankoop van grondstoffen, welke de fabrikant zich aanschaft voor de uitvoering van dat deel der bestelling, dat hij voor zich bewaard heeft.

De vrijstelling is daarentegen toepasselijk op het leveren der afgewerkte producten die onder de handen van den uitvoerder maar een bijkomend werk van aanbrengen of van opstellen ondergaan om te beantwoorden aan het doel waarvoor zij besteld werden.

Aldus kunnen voor het profielijzer geene andere bewerkingen dan het op maat snijden en het boren worden toegelaten, vermits verdergaande bearbeiding, zooals het smeden en het vouwen het verlies van het soortelijk karakter ten gevolge heeft.

Zoo ook zou, voor de assen van machines en het bandijzer, het soortelijk karakter niet verloren gaan door een draaien om het overbodige metaal weg te nemen, en de doorsnede de vereischte maat te geyen voor het aanbrengen op de machine of op den wagen.

Zouden ook nog met vrijstelling der taxe kunnen aangekocht worden : electromotoren bestemd om op heftoestellen te komen ; de rijtuigstofleeringen. Zooals de spiegelruit en de verwarmingstoestellen bestemd om opgesteld en aangepast te worden.

Het zal niet ontgaan dat de nieuwe bepalingen, zooals hierboven gezegd is, den vrijdom verzekeren aan de verzendingen van voorwerpen die, wegens redenen van practischen aard, aan den hoofdleverancier worden gericht om met diens verzending mee te gaan en het mogelijk te maken op alle colli hetzelfde merk te stellen.

III. — *Meelhandel.*

Naar luid van artikel 49 der wet van 8 Augustus 1921, « worden van de belasting vrijgesteld de overdrachten :

.

« 4° Die bestaan in den verkoop van brood en den verkoop, aan de bakkers, » van het meel bestemd tot broodbakken.

« Indien het meel rechtstreeks door de bakkers wordt ingevoerd is de vrijstel- » ling niet verworven voor het contract van overdracht waarvan de invoer, » behoudens tegenbewijs, geacht wordt de uitvoering te zijn »

Met den verkoop, aan de bakkers, van tot broodbakken bestemd meel van de taxe te ontslaan, heeft voorgaande bepaling de maalderij moeilijkheden van fiscaal aard berokkend, waarvan de andere handelstakken niets afweten. De heffing der belasting hangt inderdaad af van de benutting der waar, en die benutting is, na levering verzekerd, zonder tussenkomst van den verkooper. Op de factuur van den molen betaalt de bakker de taxe al dan niet, naar gelang hij, bij de bestelling, verklaard heeft voor den wederverkoop geschiedt, overigens in 't klein voor het persoonlijk gebruik der cliënten en is, als dusdanig, practisch aan het toezicht der agenten van het Beheer onttrokken.

Kortom, de inning der taxe is afhankelijk van den goeden wil der schuldenaars, zij gaat ondergeschikt aan een voornemen, waarvan de voltrekking aan alle doeltreffend toezicht ontsnapt.

Doch nog een ongerief dat anders bedenkelijk is, vloeit uit dien toestand voort.

De meelhandelaars kunnen den strijd niet meer aanbinden met de bakkers, welke, door ontduiking der overdrachtstaxe, op hen eenen voorsprong hebben gelijk aan het cijfer der belasting of 4 t. h. van den inkoop prijs. Het verdwijnen dezer handelaars zou de bevoorrading der bevolking in streken zonder molens in gevaar kunnen brengen.

In die voorwaarden werd het gepast en billijk geoordeeld de overdrachtstaxe te heffen bij den invoer en bij den uitslag uit den molen, van het tot broodbakken bestemd meel, en alle latere mutaties vrij te stellen.

IV. — *Aankopen door den Staat, de provinciën, de gemeenten en de openbare instellingen.*

Artikel 49 der wet van 28 Augustus 1921 bevat volgende bepaling :

« Art. 49. — Van de belasting worden vrijgesteld de overdrachten :

• • • • •
 » 7° Wegens elken verkoop aan den Staat, aan de provinciën, aan de gemeenten » en aan de openbare instellingen voor hunne diensten of tot wederverkoop door » deze voor de bevoorrading der bevolking. »

Ten einde de particulieren, uit oogpunt der mededinging, niet op minderen voet te plaatsen, lijkt het billijk de waren, welke de provinciën, de gemeenten en de openbare instellingen uitsluitend voor den voortverkoop zonder verandering aan het publiek mochten aankopen, niet van de belasting wegens overdracht te ontslaan.

In dien gedachtengang zou vorenvermelde wettelijke bepaling kunnen opgesteld worden als volgt :

7° In uitvoering van verkoopen aan den Staat, aan de provinciën, aan de gemeenten en aan de openbare instellingen voor de behoeften hunner diensten.

De vrijstelling is niet toepasselijk wanneer de provinciën, de gemeenten en de openbare instellingen goederen koopen, om ze aan het publiek te verkoopen zooals ze zijn.

V. — *Over de toepassing der op het bedrag van den aankoopprijs gegronde vrijstellingen.*

Van alle verkoopen zonder onderscheid wordt geen taxe geheven wanneer de aankoopprijs 50 frank niet overtreft.

Evenmin van de verkoopen, waarvan de prijs geen 150 frank overtreft, welke rechtstreeks van den voortbrenger aan den verbruiker gedaan worden en de produkten van de hoeve, van den landbouw, van de fokkerij en van de koolputten tot voorwerp hebben.

Om in beide gevallen het bedrag te voorkomen, bepaalt de wet dat de in den loop van eenen dag tusschen dezelfde personen gesloten verhandelingen beschouwd worden als hebbende het voorwerp van eenen enkelen verkoop uitgemaakt.

In denzelfden gedachtengang is het wenschenlijk uitdrukkelijk te verklaren dat, wanneer een tusschenpersoon voor rekening van verschillende aankoopers beweert te handelen, bewust vrijstellingen slechts toepasselijk zijn voor zooveel het gezamenlijk bedrag der aankooprijzen beneden de minima in quaestie blijft.

VI. — *Over de overdrachten der landbouwpr. du ten.*

In den binnenlandschen handel is onder de producten van de hoeve, van de landbouw en van de fokkerij, van de belasting wegens overdracht vrijgesteld de verkoop :

1° Van de aardappelen (wet van 28 Augustus 1921, art. 49, 5°) en van de eieren (Koninklijk besluit van 28 October 1921), onvoorwaardelijk ;

2° Van de eetwaren, wanneer hij openbaar bij op- of afbod, in de hallen en op de markten plaats heeft (wetten 28 Augustus 1921, art. 49, 13°; 16 Juli 1922, art. 9, § 2, 5° lid);

3° van alle producten zonder onderscheid :

a) wanneer hij bewezen wordt door eene in België verleden authentieke akte (wet 28 Augustus 1921, art. 49, 1°) ;

b) wanneer hij gedaan wordt aan den Staat, aan de provinciën, aan de gemeenten en aan de openbare instellingen, voor hunne diensten of tot wederverkoop door deze voor de bevoorrading der bevolking (*id.*, art. 49, 7°) ;

c) wanneer de aankoopprijs voor de verrichtingen van éézelfden dag en tusschen dezelfde personen 50 frank niet overschrijdt (*id.*, art. 49, 8°) ;

d) wanneer hij rechtstreeks door den voortbrenger aan de verbruikers gedaan wordt en de aankoopprijs voor alle, tijdens dezelfde verrichtingen 150 frank niet overschrijdt (*id.*, art. 49, 9°) ;

e) Welke ook de aankoopprijs er van weze, wanneer hij rechtstreeks door kleinhandelaars gedaan wordt aan particulieren, voor hun persoonlijk gebruik en dit van hun gezin (*id.*, art. 49, 11°).

Uit de vergelijking dier verschillende bepalingen vloeit een drieledig onderscheid

voort voor de aankopen van landbouwproducten, buiten de openbare verkoopen, door al dan niet handeldrijvende particulieren.

Geschieden de aankopen voor den wederverkoop, dan vallen zij steeds onder toepassing der belasting wegens overdracht, behalve wanneer de prijs geen 50 frank overschrijdt.

Worden zij daarentegen aangegaan met het oog op het verbruik door den koper, dan vallen zij nooit onder toepassing der taxe welke ook de prijs weze wanneer de verkoper een winkelier of een kleinhandelaar is, doch wel, voor zooveel de prijs 150 frank overtreft, wanneer de verkoper de voortbrenger is.

Wordt de zaak op de hoeve of in eenen winkel afgehandeld, dan kunnen de noodige inlichtingen tot het vestigen van die onderscheidingen door den verkoper ingewonnen en gevergd worden.

Maar vermits het op foren en markten anders gesteld is, scheen het raadzaam, de aldaar gesloten verkoopen van de overdrachtstaxe vrij te stellen wanneer zij onderhandsch en kontant plaats vinden en zij eetwaren, andere dan het vee, groot en klein, de graangewassen, de granen en de zaden tot voorwerp hebben.

Indien de prijs niet dadelijk betaald wordt, heeft de vrijstelling geen reden van bestaan, aangezien de verkoper nadien noodzakelijkerwijze eene factuur aan den koper moet zenden om de betaling zijner schuldvordering te erlangen.

Maar de nieuwe bepaling mag niet tot voorwendsel en middel dienen; om buiten foren en markten gesloten verkoopen aan de taxe te onttrekken. Bedongen wordt dan ook, dat uitstalling en levering ter plaats tot de voorwaarden der vrijstelling behooren. De verkoop op foren en markten op vertoon van monsters der waar valt dus, in beginsel onder toepassing der belasting wegens overdracht.

De ontlasting wordt niet uitgebreid, noch tot het vee, noch tot de graangewassen en de granen.

Niet tot het vee omdat zulks onder het regime van de heffing eener forfaitaire taxe bij het slachten, meer dan overtollig ware.

Evenmin tot de graangewassen omdat geene goede gronden bestaan om voor graan- en zaadhandel van het gewoon recht af te wijken. Die handel wordt gelijk alle andere gedreven en kan dan ook als hen van de fiscale bepalingen betreffende de commissionairs en de verkoopen per reeks genieten. Bekend is, dat die bepalingen doeltreffend het soms overdrevene in de herhaling der taxe tot de juiste maat terugbrengen.

Een belangrijk, den toestand kenschetsend feit is voor graan- en zaadhandel dus : van 't oogenblik af dat de voortbrenger zijne waar heeft afgestaan, is zij in omloop, om zoo te zeggen uitsluitend in kringen waar eene regelmatige boekhouding niet enkel eene wettelijke verplichting, doch insgelijks een feit is.

Anders is het gesteld met den veehandel. Die wordt niet uitsluitend onder handelaars gedreven, maar ook onder handelaars en niet-handelaars en zelfs onder niet handelaars. De fokker of de landbouwer moet, op gezette tijden, stallen en weiden herbevolken met dieren, welke hij zich op den buiten bezorgt.

Al te veel verhandelingen worden voltrokken onder niet-handeldrijvenden, onder personen met gebrekkig of geen onderricht, opdat het voor het Beheer mogelijk weze een werkelijk doeltreffend en niet te kostelijk toezicht in te richten. Daaruit sproot de gedachte de taxe bij het slachten, tegen een verhoogd percent, te heffen en alle daartusschen komende mutaties vrij te stellen,

De inrichting der heffing en die van het toezicht schijnen alle betoog te kunnen missen.

Er worde alleen op gewezen, dat de belasting wegens overdracht bij het slachten geheven wordt voor alle vorige verkoopen, zoodat de met den laatste verband houdende facturen, in de bedoeling der Regeering, niet moeten onderworpen worden aan het evenredig zegelrecht van 1 per duizend, gevestigd bij de wet van 10 Augustus 1923, indien zij niet uitgereikt worden door den aankoop-commissionair aan zijnen lastgever of door den verkooper aan zijnen commissiounair (art. 2, § 1).

De percenteijfers staan in het teeken der gematigdheid.

Het bedrag beloopt 5 frank de 100 frank voor de stieren, ossen, koeien en vaarzen van één jaar en ouder, en 2 frank voor de kalveren van minder dan één jaar, de geiten, de schapen en de varkens.

Na het slachten doet het gewoon recht zich weer gelden, zoowel voor het vleesch, als voor de vellen, den afval, enz. De handel in paarden, ezels en muilzels wordt niet tot het forfaitair regime toegelaten, evenmin als de uitvoeren.

Bij den invoer wordt voort het recht van 1 t. h. geheven zooals thans, het is niet begrepen in het forfaitair bedrag, waarvan het de aanvulling is.

De bijzondere behandeling welke ten bate der landbouwproducten wordt voorgesteld, maakt het onzes dunkens, mogelijk een amendement van kant te laten dat in den loop van de bespreking der wet van 16 Juli 1922 werd ingediend met het oog op het verleenen der vrijstelling voor den invoer van mest, en van tot de veevoeding bestemde producten.

Dergelijke bepaling ware van aard de binnenlandsche opbrengst te benadeelen en zij zou het Beheer tot toezichtsplichten nopen, waarvan de kosten geen gelijken tred zouden houden met de op 't spel staande belangen.

VII. — *Over den verkoop in 't klein.*

Naar luid van artikel 49 der wet van 28 Augustus 1921 « worden van de belasting vrijgesteld, de overdrachten : « 1^o wegens elken verkoop, om 't even van » welk bedrag, door de winkeliers en kleinhandelaars rechtstreeks gedaan aan de » particulieren voor hun persoonlijk gebruik en dit van hun gezin ».

Om allen twijfel op te lossen, is het nuttig te verklaren dat die vrijstelling uitsluitend toepasselijk is ingeval de particulier rechtstreeks met den verkooper handelt, zonder bemiddeling van eenen aankoop-commissionair.

VIII. — *Handel in steenkolen.*

Bij den handel in steenkolen bewezen de tussenpersonen en de kooplieden nu eens dat zij voor eigen, dan weer dat zij voor andermans rekening werken, zonder dat het steeds mogelijk is den waren toestand klaar te bepalen. Daaruit spruiten moeilijkheden voort, waarvan de oplossing des te kiescher is dat zij de vrije mededinging kan beïnvloeden.

Om aan het ongerief van dien staat van zaken paal en perk te stellen,

lijkt het voezzaam de heffing bij de bron te stellen, de heffbare taxen op eene alernoodwendigste stof af te schaffen en op uitzonderlijke wijzen den uitvoer te treffen.

Het voor de steenkolen voorgestelde regime zou worden uitgebreid tot de cokes, die evenwel voor het heffen der taxe geheel afzonderlijk zouden worden beschouwd.

Daarentegen zouden de facturen, die tot het heffen der overdrachtstaxe geen aanleiding geven, onder toepassing vallen van de wet van 10 Augustus 1923 en, gebeurlijk, aan het zegelrecht tegen 1 p. d. onderworpen zijn.

IX. — Over den invoer van stoffen en producten bestemd om, na in België eene bewerking ondergaan te hebben, wederuitgevoerd te worden.

Het is de wensch der nijverheid, dat de grondstoffen en halffabrikaten welke door den invoerder, zoodra zij in België eene bewerking ondergaan hebben, wederuitgevoerd moeten worden, van de belasting wegens overdracht vrijgesteld worden.

De Regeering acht het in dien wensch te moeten bewilligen.

Deze houding te verklaren ware doelloos. Zij wordt gerechtvaardigd door de behoefte aan onze nijverheidsinrichtingen werk te verzekeren en onzen uitvoer te bevorderen.

De wet van 28 Augustus 1921 is reeds dien weg opgegaan. Zij bepaalt inderdaad :

1° Onder artikel 50, dat « de belasting niet van toepassing is op :

» 1° den invoer :

» a)

» c) van koopwaren, waarvan de wederuitvoer naar den eigenaar of voor zijne rekening moet geschieden dadelijk nadat zij in België eene bewerking ondergaan hebben, die geenen deele hunnen specifiek aard wijzigt, en die niet ten doel heeft ze in andere voorwerpen op te nemen ;...

2° Bij artikel 57, § 3, dat « Het den invoerder toegelaten is te bewijzen, dat » de koopwaren moeten weder uitgeoerd worden en in België worden binnengebracht alleen om er, voor rekening van den afzender, eene bewerking te ondergaan, welke in geenen deele hunnen soortgelijken aard wijzigt, en » geenszins ten doel heeft ze in andere voorwerpen op te nemen ».

Nadien heeft art. 9, § 4 der wet van 16 Juli 1922 de bepalingen der wet van 28 Augustus 1921 in de volgende bewoordingen uitgebreid : « De vrijstelling » gevestigd bij artikelen 50, 1°, littera c, en 57, § 3, is toepasselijk niettegenstaande de bijzonderheid dat door den eigenaar der ingevoerde goederen de » bewerking gedaan wordt ».

De nieuwe bepalingen vervangen die welke het voorwerp uitmaken van § 3 van artikel 9 van het ontwerp dat de wet van 16 Juli 1922 geworden is. Zij hebben veel verder strekkende gevolgen, maar zij blijven vreemd aan den invoer van stoffen welke voorgoed binnen het Rijk moeten blijven.

Onder de heerschappij dezer bepalingen zouden de bestaande vrijstellingen gehandhaafd blijven ; daarenboven zou de Regeering den invoer, met vrijdom van

de belasting wegens overdracht, mogen toelaten van grondstoffen en van half-fabrikaten welke door den invoerder wedernitgevoerd moeten worden zoodra zij in België eene bewerking ondergaan hebben.

De nieuwe vrijstelling zou niet ondergeschikt zijn aan het behoud van den soortelijken aard der ingevoerde stof en produkten. Zij zou afhangen van den wedernitvoer binnen het toegewezen tijdsbestek en van de verantwoording daarvan door de geschriften van fabricatie.

De uitvoeringsmaatregelen zonder door de Regeering binnen het bij de wet onlijnd kader vastgesteld worden.

*De Eerste Minister,
Minister van Financiën,*

G. THEUNIS.

ANNEXE AU N° 85.

BIJLAGE VAN N° 85.

PROJET DE LOI

modifiant la législation relative à la
taxe de transmission.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier
Ministre, Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Premier Ministre, Ministre
des Finances, est chargé de présenter
en Notre Nom, aux Chambres législa-
tives, le projet de loi dont la teneur
suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les modifications ci-après sont ap-
portées au titre II de la loi du 28 août
1921 et de celle du 16 juillet 1922.

§ 1^{er}. — L'article 45 de la loi du
28 août 1921 est complété par la dis-
position suivante :

« En aucun cas, la somme servant
» de base à la perception de la taxe
» n'est inférieure à la valeur déclarée
» pour la liquidation des droits d'en-
» trée *ad valorem*, augmentée des dits
» droits ».

§ 2. — Les numéros 1^o, 2^o, 3^o, 4^o,
7^o, 8^o, 9^o et 11^o de l'article 49 de la

ONTWERP VAN WET

tot wijziging der wetgeving betreffende
de belasting wegens overdracht.

Albert,

KONING DER BELGEN,

*Aan allen, tegenwoordigen en toe-
komenden, Heil.*

Op de voordracht van Onzen
Eersten Minister, Minister van Fi-
nanciën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BE-
SLUITEN :

Onze Eerste Minister, Minister
van Financiën, is gelast het wets-
ontwerp waarvan de inhoud volgt,
in Onzen Naam, bij de Wetgevende
Kamers in te dienen.

EENIG ARTIKEL.

Volgende wijzigingen worden
gebracht in titel II der wet van
28 Augustus 1921 en dergene van
16 Juli 1922.

§ 1. — Artikel 45 der wet van
28 Augustus 1921 wordt aangevuld
door de volgende bepaling :

« In geen geval is de som, welke
» aan de heffing der taxe tot grond-
» slag strekt, beneden de waarde
» aangegeven voor de verevening
» der invoerrechten *ad valorem*,
» en vermeerderd met gezegde
» rechten. »

§ 2. — Nummers 2^o, 3^o, 4^o, 7^o, 8^o,
9^o en 11^o van artikel 49 der wet

loi du 28 août 1921 sont remplacés par le texte ci-après :

(Art. 49. — Sont affranchies de la taxe de transmission.)

» 2° comportant livraison à l'étran-
» ger ou dans la Colonie, qu'elles
» aient été conclues et exécutées di-
» rectement par le vendeur et l'ache-
» teur ou qu'elles l'aient été par l'en-
» tremise d'intermédiaires qui ont fait
» parvenir au premier l'ordre de livrer
» à l'étranger ou dans la Colonie.

» Si le vendeur participe à l'envoi
» à l'étranger ou au Congo dans des
» conditions qui ne lui laissent aucun
» doute sur l'affectation des marchan-
» dises à l'exportation, il est par le fait
» même déchargé de toute responsabi-
» lité quant au paiement de la taxe.

» Il est réputé participer à l'envoi
» dans ces conditions lorsqu'il adresse
» les marchandises, sur la demande
» de l'acheteur, à un commissionnaire-
» expéditeur qui a reçu de ce dernier
» l'ordre de les expédier hors frontière.
» En ce cas, l'exportation doit être
» assurée par le commissionnaire-
» expéditeur dans un délai de trois
» mois qui prend cours à la date de
» l'envoi et qui n'est pas susceptible
» de prorogation;

» 3° Consenties en vue de l'expor-
» tation soit à des fabricants nantis
» d'une commande et acquérant des

28 Augustus 1921 worden door den
volgenden tekst vervangen :

(Art. 49. — Van de belasting
worden vrijgesteld de overdrach-
ten :)

» 2° Welke levering in het bui-
» tenland of in de kolonie besluiten,
» ongeacht, of zij rechtstreeks tus-
» schen kooperen verkoper aange-
» gaan en uitgevoerd werden, dan
» wel of zulks geschied is door be-
» middeling van tusschenpersonen
» die aan laatstgenoemde de order
» tot levering in den vreemde of in
» de kolonie hebben doen gewor-
» den.

» Wordt aan de verzending naar
» het buitenland of naar Congo door
» den verkoper deelgenomen in
» voorwaarden die bij hem geen
» twijfel laten bestaan aangaande
» de bestemming der goederen bij
» den uitvoer, zoo is hij door het
» feit zelve van alle verantwoorde-
» lijkheid nopens de betaling der
» taxe ontslagen.

» Hij wordt geacht aan deze ver-
» zending in gemelde voorwaarden
» deel te nemen wanneer hij de goe-
» deren, op aanvraag van den koo-
» per, aan eenen commissionair-
» verzender stuurt die van laatst-
» genoemde het bevel ontvangen
» heeft ze over de grens te verzen-
» den. Ter zake moet de uitvoer
» door den commissionair-verzen-
» der verzekerd worden binnen
» een tijdsbestek van drie maanden
» dat op den datum der verzending
» ingaat en voor verlenging niet
» vatbaar is.

» 3° gedaan met het oog op den
» uitvoer, hetzij aan in het bezit
» eener bestelling zijnde fabrikanten

» produits finis pour les unir à leurs
 » propres produits par voie d'assem-
 » blage ou de montage avec conserva-
 » tion du caractère spécifique, soit à
 » des exportateurs agissant pour l'exé-
 » cution de commandes qu'ils ont
 » reçues de l'étranger ou pour l'appro-
 » visionnement de leurs comptoirs à
 » l'étranger ou dans la Colonie.

» L'immunité prévue par les numé-
 » ros 2° et 3° reste acquise nonobstant
 » un changement d'emballage ou de
 » conditionnement nécessité exclusi-
 » vement par les besoins de l'exporta-
 » tion, si l'exportateur ou le commis-
 » sionnaire-expéditeur se conforme
 » aux mesures qui sont prises par le
 » Ministre des Finances pour assurer,
 » en pareil cas, le contrôle du fait de
 » l'exportation.

» Les exemptions dont il s'agit sont
 » subordonnées :

» a) A la délivrance, par l'acheteur
 » ou l'intermédiaire au vendeur, et,
 » le cas échéant, par le vendeur au
 » commissionnaire-expéditeur, d'une
 » déclaration sur papier libre attestant
 » que les marchandises sont réservées
 » à l'exportation;

» b) A la mention de la cause de
 » l'exemption sur la facture et, s'il y a
 » lieu, sur le facturier de sortie.

» Cette mention comporte la référé-
 » rence à la déclaration visée plus
 » haut ainsi que l'indication de la
 » participation ou de la non partici-
 » pation du vendeur à l'envoi à l'étran-
 » ger ou dans la Colonie;

» i) de welke producten van wer-
 » ven om ze met hunne eigene pro-
 » ducten te vereenigen door samen-
 » voeging of opstelling met behoud
 » van den soortelijken aard, hetzij
 » aan uitvoerders welke voor de
 » uitvoering van uit het buitenland
 » gekregen bestellingen of voor de
 » bevoorradig hunner kantoren in
 » het buitenland of in de kolonie
 » handelen.

» De bij nummers 2 en 3 voor-
 » ziene vrijdom blijft verworven
 » niettegenstaande eene uitsluitend
 » door de vereischten van den uit-
 » voer noodiggemaakte verandering
 » van verpakking of van condi-
 » tionneering, indien de uitvoerder
 » of de commissionair-verzender de
 » maatregelen naleeft, welke door
 » den Minister van Financiën getrof-
 » fen worden om, in dergelijk ge-
 » val, het toezicht uit hoofde van
 » den uitvoer te verzekeren.

» De vrijstellingen waarvan sprake
 » worden afhankelijk gesteld :

» a) Van het uitreiken, door den
 » kooper of den tussenpersoon
 » aan den verkooper, en, desgeval-
 » lende, door den verkooper aan
 » den commissionair-verzender,
 » eener verklaring, op ongezegeld
 » papier, waaruit blijkt dat de goe-
 » deren voor den uitvoer voorbe-
 » houden zijn;

» b) Van de vermelding van de
 » reden der vrijstelling op de fac-
 » tuur en, indien daartoe grond
 » bestaat, op het boek voor uit-
 » gaande facturen.

» Deze vermelding behelst de
 » verwijzing naar hoogerbedoelde
 » verklaring alsmede de aanduiding
 » van de deelneming of van de niet-
 » deelneming van den verkooper
 » aan de verzending naar het buiten-
 » land of naar de Kolonie;

c) A la justification de l'exportation
 » par pièces ou documents probants,
 » à toute réquisition des préposés du
 » Ministère des Finances.

» Lorsque l'acheteur ou son repré-
 » sentant a pris possession des mar-
 » chandises en Belgique, le maintien
 » du bénéfice de l'exonération est en
 » outre subordonné à la condition que
 » l'exportation soit consommée dans
 » les trois mois de la livraison ou dans
 » le délai supplémentaire accordé par
 » le directeur régional de l'enregistre-
 » ment. Le délai extrême ne peut
 » dépasser douze mois à compter de
 » la livraison.

» Si, à l'expiration du délai ainsi
 » fixé ou prorogé, la marchandise n'a
 » pas été effectivement exportée ou si
 » elle a reçu une destination autre
 » que l'exportation, la taxe devient
 » exigible. Le commissionnaire-expé-
 » diteur est tenu solidairement avec
 » l'acheteur au paiement de la taxe et,
 » le cas échéant, des amendes en-
 » courues.

» Un arrêté royal détermine toutes
 » les mesures propres à assurer la per-
 » ception de la taxe dans le cas prévu
 » à l'alinéa précédent.

» Sans préjudice à l'application de
 » l'article 64 de la présente loi, toute
 » infraction aux dispositions qui pré-
 » cèdent ou à celles de l'arrêté royal
 » donne lieu à une amende de 500 à
 » 5,000 francs à charge du contre-
 » venant.

» 4° Consistant en vente de pain et

» c) Van de, op elk verzoek der
 » aangestelden van het Ministerie
 » van Financiën, door bewijskrach-
 » tige stukken of bescheiden te ver-
 » strekken verantwoording van den
 » uitvoer.

» Heeft de kooper of zijn ver-
 » tegenwoordiger de goederen in
 » België in bezit genomen, zoo is de
 » handhaving van het genot der
 » vrijstelling daarenboven onderge-
 » schikt aan de voorwaarde dat de
 » uitvoer voltrokken worde binnen
 » de drie maanden na de levering
 » of binnen den door den geweste-
 » lijken bestuurder der registratie,
 » verleenden bijtermijn. De uiterste
 » termijn mag geen twaalf maand te
 » rekenen van de levering te boven
 » gaan.

» Werd, bij het verstrijken van
 » den aldus vastgestelden of ver-
 » lengden termijn, de waar niet
 » werkelijk uitgevoerd of ontving
 » zij eene andere bestemming dan
 » den uitvoer, zoo wordt de taxe
 » opvorderbaar. De commissionair-
 » verzender en de kooper zijn
 » hoofdelijk aansprakelijk voor de
 » betaling der taxe en, bij voor-
 » komend geval, voor de beloopte
 » boeten.

» Een Koninklijk besluit stelt al
 » de voorwaarden vast, welke van
 » aard zijn de inning der taxe in het
 » bij voorgaand lid voorziene geval
 » te verzekeren.

» Onverminderd de toepassing
 » van artikel 64 dezer wet, geeft
 » alle overtreding van voorgaande
 » bepalingen of van die van het
 » Koninklijk besluit aanleiding tot
 » eene boete van 500 tot 5.000 frank
 » ten laste van den overtreder.

» 4° Die bestaan in verkoop van

» en vente de farine destinée à la panification.

» Toutefois, en ce qui concerne la farine destinée à la panification, la taxe est perçue à l'occasion de l'importation ou de la cession qu'en fait le meunier qui la produit.

» 7^o En exécution de ventes à l'État, aux provinces, aux communes et aux établissements publics pour les besoins de leurs services.

» L'exemption n'est pas applicable lorsque les provinces, les communes et les établissements publics achètent des marchandises pour les revendre telles quelles au public;

» 8^o En exécution de ventes dont le prix n'excède pas 30 francs;

» 9^o En exécution de ventes dont le prix n'excède pas 150 francs, faites directement du producteur aux consommateurs et ayant pour objet les produits de la ferme, de la culture, de l'élevage ou des charbonnages.

» Pour l'application des exemptions reprises au 8^o et au 9^o, les opérations intervenues au cours d'une journée entre les mêmes personnes sont considérées comme ayant fait l'objet d'un marché unique.

» Dans le cas où un intermédiaire agit pour le compte de plusieurs acheteurs, les mêmes exemptions ne sont applicables que pour autant que le montant global des prix d'achat est inférieur aux minimums mentionnés ci-dessus;

» brood en in verkoop van meel bestemd tot broodbakken.

» Nochtans wordt, wat het tot broodbakken bestemd meel betreft, de taxe geheven ter gelegenheid van den invoer of van den afstand welken de voortbrengende molenaar er van doet.

» 7^o In uitvoering van verkoopen aan den Staat, aan de provinciën, aan de gemeenten en aan de openbare instellingen voor de behoeften hunner diensten.

» De vrijstelling is niet toepasbaar wanneer de provinciën, de gemeenten en de openbare instellingen goederen koopen om ze zooals ze zijn aan het publiek te verkoopen;

» 8^o In uitvoering van verkoopen waarvan de prijs 30 frank niet te boven gaat;

» 9^o In uitvoering van verkoopen waarvan de prijs 150 frank niet te boven gaat, rechtstreeks door den voortbrenger aan de verbruikers gedaan en producten van de hoeve, van den landbouw, van de fokkerij of van de koolputten tot voorwerp hebbende.

» Voor de toepassing der onder 8^o en onder 9^o opgenomen vrijstellingen worden de verrichtingen, welke in den loop van één dag tusschen dezelfde personen plaats hebben, beschouwd als zijnde het gevolg van slechts eene overeenkomst. Handelt een tusschenpersoon voor rekening van verscheidene koopers, zoo zijn dezelfde vrijstellingen enkel toepasbaar voor zoover het gezamenlijk bedrag der aankooprijzen hooger vermeldde minima niet bereikt.

« 11° En exécution de ventes, quel
 » qu'en soit le montant, faites par les
 » boutiquiers et les marchands détail-
 » lants à des particuliers agissant
 » directement, sans le concours d'un
 » commissionnaire à l'achat, pour leur
 » usage personnel et celui de leur
 » ménage.

» Est exclu du bénéfice de cette
 » exemption tout achat de marchan-
 » dises pour les revendre telles quelles
 » ou après les avoir travaillées et mises
 » en œuvre. Toutefois l'exemption est
 » maintenue en ce qui concerne les
 » fournitures achetées par un ouvrier,
 » à ses frais, en vue de l'exécution
 » d'un travail qu'il effectue pour
 » compte d'un patron » ;

§ 3. — Sans préjudice des exemp-
 tions prévues à l'article 49, 5° et 9°,
 est exonéré de la taxe, lorsqu'elle a lieu
 de gré à gré, au comptant et avec
 exposition et livraison sur place, la
 vente, dans les foires et marchés orga-
 nisés par l'autorité communale, des
 produits alimentaires de la ferme, de
 la culture et de l'élevage autres que le
 bétail, gros et petit, les céréales, les
 graines et les semences.

§ 4. — En ce qui concerne la trans-
 mission des bêtes à cornes, des mou-
 tons et des porcs, la taxe est liquidée
 en une fois, à des taux forfaitaires,
 pour l'ensemble des mutations qui
 auraient pu être réalisées avant l'aba-
 tage, à l'intérieur des frontières doua-
 nières.

Elle est acquittée pour chaque ani-
 mal pris isolément, à l'occasion de
 l'abatage, sur la base du dernier prix

» 11° In uitvoering van verkoopen
 » tot welk bedrag ook, door de win-
 » keliers en de kleinhandelaars ge-
 » daan aan de particulieren die
 » rechtstreeks, zonder de tussen-
 » komst van eenen aankoop-com-
 » missionair, handelen voor hun
 » persoonlijk gebruik en dat van
 » hun gezin.

» Wordt van het genot dezer vrij-
 » stelling uitgesloten elke aankoop
 » van koopwaren om ze te verkoopen
 » zooals ze zijn of na ze te hebben
 » bearbeid en verwerkt. Evenwel
 » blijft de vrijstelling gehandhaafd
 » wat betreft de benodigdheden
 » door eenen werkman op eigen
 » kosten aangekocht tot het uit-
 » voeren van een werk, dat hij voor
 » rekening van eenen patroon ver-
 » richt; »

§ 3. — Onverminderd de bij arti-
 kel 49, 5° en 9°, voorziene vrijstel-
 lingen, wordt van de taxe ontslagen,
 wanneer hij uit de hand, kontant
 en met uitstalling en levering ter
 plaatse geschiedt, de verkoop, op
 door de gemeenteverheid inge-
 richte fooren en markten, van eet-
 waren voortkomende van de hoeve,
 van den landbouw en van fokkerij
 ter uitsluiting van het vee, groot en
 klein, van de graangewassen, van
 de granen en van de zaden.

§ 4. — De taxe in verband met
 de overdracht van hoornvee, scha-
 pen en varkens wordt in eens veref-
 fend, tegen forfaitaire bedragen,
 voor de algeheelheid der mutatiën
 welke, vóór het slachten, binnen de
 tolgrenzen, zouden kunnen plaats
 gehad hebben.

Zij wordt vereffend voor elk dier
 afzonderlijk genomen, ter gelegen-
 heid van het slachten, op grond

d'achat, aux taux de 3 francs par 100 francs pour les taureaux, bœufs, vaches et génisses d'un an et plus, et de 2 francs par 100 francs pour les veaux de moins d'un an, les chèvres, les moutons et les porcs.

Elle est due, nonobstant l'absence de mutation depuis la naissance ou depuis l'importation de l'animal. A défaut de prix, elle est liquidée sur la valeur estimative au jour de l'abatage à déterminer par l'éleveur ou par l'importateur, sous le contrôle de l'administration de l'enregistrement et des domaines.

Les taux forfaitaires ne couvrent pas la taxe de 1 franc par 100 francs qui est due et qui continue d'être perçue du chef de l'introduction de l'animal à l'intérieur des frontières douanières.

Ils ne sont pas applicables lorsque l'animal est abattu par ordre de l'autorité, dans un intérêt public, ni lorsque la viande à en provenir n'est pas destinée à la vente, étant réservée entièrement pour l'alimentation du propriétaire et de son ménage.

Les médecins-vétérinaires et les experts des viandes de boucherie sont tenus de transmettre au receveur de l'enregistrement et des domaines de leur domicile, dans les dix premiers jours de chaque mois, à peine d'une amende de 50 francs par infraction, le relevé des déclarations d'abatage qui leur sont parvenues au cours du mois précédent.

Dans tout abattoir, il est dressé, à peine d'une amende de 10 francs par

van den laatsten aankoop prijs, tegen het bedrag van 3 frank de 100 frank voor de stieren, ossen, koeien, en vaazen van een jaar en meer, en van 2 frank de 100 frank voor de kalveren van minder dan één jaar, de geiten, de schapen en de varkens.

Zij is verschuldigd niettegenstaande sedert de geboorte of sedert den invoer van het dier geene mutatie heeft plaats gehad. Bij ontstentenis van prijs wordt zij vereffend over de op den dag der slachting, naar raming door den fokker of door den invoerder, onder toezicht van het beheer der registratie en der domeinen vast te stellen waarde.

De forfaitaire bedragen dekken de taxe van 1 frank per 100 frank niet, welke verschuldigd is en welke verder geheven wordt op grond van het brengen van het dier binnen de tolgrenzen.

Zij zijn niet toepasselijk wanneer het dier op bevel der overheid, in het openbaar belang, afgemaakt wordt, noch wanneer het daarvan voort te komen vleesch niet tot den verkoop bestemd is, maar gansch voor de voeding van den eigenaar en van zijn gezin voorbehouden wordt.

De veeartsen en de vleeschkeuders zijn gehouden, op straf eener boete van 50 frank voor elke overtreding, binnen de eerste tien dagen elke maand, aan den ontvanger der registratie en domeinen, hunner woonplaats, de opgave over te maken van de hun tijdens de vorige maand toegekomen aangiften tot slachten.

In elk slachthuis wordt, op straf eener boete van 10 frank voor elk

omission à charge du directeur, le relevé journalier des abatages, avec mention, pour chacun d'eux, du poids de la bête abattue ainsi que du nom et de l'adresse du propriétaire de celle-ci.

Les directeurs d'abattoir sont tenus, à peine d'une amende de 50 à 5,000 francs, de communiquer sans déplacement leurs livres et écritures à toute réquisition des préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines ayant obtenu le brevet de surnuméraire.

Le préposé requiert l'assistance du bourgmestre ou de son délégué pour dresser, en sa présence, procès verbal du refus qui lui aura été opposé.

Un arrêté royal détermine les mesures propres à assurer la perception de la taxe forfaitaire et spécialement les écrits et documents qui reçoivent l'apposition des timbres adhésifs ainsi que les personnes qui ont pour obligation soit d'annuler ces timbres, soit de se faire justifier de leur emploi avant l'envolement des bêtes abattues.

Les infractions aux prescriptions de cet arrêté pourront être réprimées par des amendes dont le taux n'excèdera pas 500 francs.

§ 5. — Pour les produits de la ferme, de la culture et de l'élevage autres que ceux visés au § 4, les producteurs et les éleveurs qui ne sont pas commerçants sont tenus, à peine d'une

verzuim ten laste van den bestuurder, de dagelijksche opgave der slachtingen opgemaakt met melding, voor elk hunner, van het gewicht van het geslacht beest, alsmede van den naam en van het adres van den eigenaar van hetzelfde.

De slachthuisbestuurders zijn gehouden, op straf eener boete van 50 tot 5,000 frank, hunne boeken en geschriften zonder verplaatsing mede te deelen op elk verzoek der aangestelden van het beheer der registratie en domeinen, die het brevet van surnummerair bekomen hebben.

De aangestelde vordert den bijstand van den burgemeester of van zijnen afgevaardigde om, te zijnen overstaan, proces-verbaal op te maken van de weigering waarop hij mocht stuiten.

Een Koninklijk besluit bepaalt de maatregelen welke geschikt zijn om de heffing der forfaitaire taxe te verzekeren en inzonderheid de geschriften en bescheiden waarop de plakzegels aangebracht worden, alsmede de personen waarop de verplichting berust, hetzij deze zegels onbruikbaar te maken, hetzij zich het gebruik er van voor de wegneming der geslachte beesten, te doen verantwoorden.

De inbreuken op de voorschriften van gemeld besluit mogen betengeld worden met boeten waarvan het bedrag 500 frank niet zal te boven gaan.

§ 5. — De niet handeldrijvende voortbrengers en fokkers zijn gehouden, op straf eener boete van 5 frank per verzuim en per laattijdige of onvolledige inschrijving,

amende de 5 francs par omission et par inscription tardive ou incomplète, de mentionner à sa date, dans un registre spécial, toute vente dont le prix excède 150 francs.

L'obligation de tenir le registre naît avec la réalisation de la première vente qui doit y être inscrite.

L'inscription comprend l'indication du prix et de la désignation de l'acheteur par la mention de son nom et de son adresse.

Le registre spécial est coté et paraphé par le bourgmestre. Celui-ci indique en toutes lettres, sur la première feuille le nombre de folios.

Les producteurs et les éleveurs sont tenus, à peine d'une amende de 50 à 5,000 francs, de communiquer sans déplacement le registre dont il s'agit, à toute réquisition des préposés de l'administration de l'enregistrement et des domaines ayant obtenu le brevet de surnuméraire.

Le préposé requiert l'assistance du bourgmestre ou de son délégué pour dresser, en sa présence, procès-verbal du refus qui lui aura été opposé.

§ 6. — En ce qui concerne le charbon et le coke, la taxe de transmission n'est perçue qu'une fois pour l'ensemble des mutations auxquelles ces produits peuvent donner lieu avant d'être consommés.

Elle est exigible à l'importation ou du chef de la livraison par les producteurs. En ce dernier cas, elle est due lors même que les produits sont destinés à l'exportation.

elken verkoop, waarvan de prijs 150 frank te boven gaat, van producten van de hoeve, van den landbouw en van de fokkerij andere dan diegene bedoeld bij § 4, op zijnen datum, in een bijzonder register te vermelden.

De verplichting het register te houden, ontstaat met het sluiten van den eersten daarin te boeken verkoop.

De inschrijving begrijpt de aanduiding van den prijs en de aanwijzing van den koper door vermelding van zijnen naam en van zijn adres.

Het bijzonder register wordt door den burgemeester genummerd en gekortteekend. Laatstgenoemde vermeldt in letterschrift, op het eerste blad, het aantal folio's.

De voortbrengers en de fokkers zijn gehouden, op straf eener boete van 50 tot 5,000 frank, bewust register zonder verplaatsing mede te deelen op elk verzoek der aangestelden van het beheer der registratie en domeinen, die het brevet van surnumerair bekomen hebben.

De aangestelde vordert den bijstand van den burgemeester of van zijnen afgevaardigde om, te zijnen overstaan, proces-verbaal op te maken van de weigering waarop hij mocht stuiten.

§ 6. — Wat de steenkolen en de cokes betreft, wordt de overdrachtstaxe slechts eenmaal geheven voor de gezamenlijke mutatiën waartoe deze producten kunnen aanleiding geven alvorens te worden verbruikt.

Zij is opvorderbaar bij den invoer of uit hoofde van de levering door de voortbrengers. In het laatste geval is zij verschuldigd zelfs dan wanneer de producten tot den uitvoer bestemd zijn.

Les exemptions prévues à l'article 49, sous les numéros 6°, 7°, 8 et 9°, de la loi du 28 août 1921 sont maintenues. Toutefois, dans le cas où des charbons allemands sont cédés par un affilié des organismes de répartition à des personnes qui ne font pas partie de ces organismes, la taxe de transmission est exigible du chef de cette livraison.

§ 7. — Sans préjudice des exemptions établies par les articles 50, 1° et 57 § 3 de la loi du 28 août 1921 et par l'article 9, § 4 de la loi du 16 juillet 1922, le Gouvernement peut autoriser l'importation, en franchise de la taxe de transmission, de matières premières et de produits demi-finis qui doivent être réexportés par l'importateur aussitôt après avoir subi une main-d'œuvre en Belgique.

L'exonération est subordonnée à la double condition de réexporter dans le délai imparti et de justifier, par les écritures de fabrication et de rendement, de l'emploi des matières importées ainsi que du traitement auquel elles ont été soumises.

Elle ne s'applique pas aux sous-produits et déchets qui restent dans le pays, s'ils sont susceptibles d'une utilisation quelconque.

Le Gouvernement arrête toutes les mesures d'exécution. Il fixe le délai pour réexporter, règle la tenue des écritures de contrôle, détermine la nature et la forme des pièces justificatives et adopte, s'il le juge convenir, des taux forfaitaires pour l'évaluation

De onder nummers 6, 7 8e 9 van artikel 49 der wet van 28 Augustus 1921 voorziene vrijstellingen blijven gehandhaafd. Nochtans, wanneer door iemand, die aangesloten is bij de instellingen tot omdeeling, Duitse kolen worden afgestaan aan personen die van die instellingen geen deel uitmaken, is de overdrachtstaxe uit hoofde dier levering opvorderbaar.

§ 7. — Onverminderd de bij artikelen 50, 1° en 57, § 3, der wet van 28 Augustus 1921 en bij artikel 9, § 4 der wet van 16 Juli 1922 gevestigde vrijstellingen, mag de Regeering den invoer, met vrijdom van de belasting wegens overdracht, toelaten van grondstoffen en van half-fabrikaten, welke door den invoerder moeten weder uitgevoerd worden, zoodra zij in België eenen handenaarbeid ondergaan hebben.

De vrijstelling wordt afhankelijk gesteld van de tweeledige voorwaarde binnen het toegewezen tijdsbestek weder uit te voeren en het gebruik der ingevoerde stoffen, alsmede de bewerking waaraan zij onderworpen werden, door de geschriften van verjaardiging en van opbrengst te verantwoorden.

Zij is niet toepasselijk op de nevenproductiën en op den afval, welke in het land blijven, bijaldien zij op eenigerlei wijze voor benutting vatbaar zijn.

De Regeering stelt al de uitvoeringsmaatregelen vast. Zij bepaalt het tijdsbestek om weder uit te voeren, verordent het houden der toezicht-geschriften, stelt den aard en den vorm der bewij krachtige stukken vast en neemt, zoo zij het

des sous-produits et du coefficient de rendement des matières importées.

voegzaam oordeelt, forfaitaire be dragen aan voor de raming van de nevenproducten en van het coefficient van opbrengst der ingevoerde stoffen.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 1924.

Gegeven te Brussel, den 14ⁿ Januari 1924.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

